

## Le sommet de Goma pour pacifier les Grands Lacs

Deutsche Welle, 06.10.2020 Ce sommet sur la sécurité prévu ce mercredi 7 octobre doit réunir par visioconférence les chefs d'Etat de la RDC, de l'Angola, du Burundi, de l'Ouganda et du Rwanda. Initialement prévu le 20 Septembre dernier, ce sommet se tient finalement ce 7 octobre à Goma. Il devrait permettre aux chefs d'Etat des cinq pays de la région d'étudier les moyens de pacifier la région des Grands Lacs.

Selon Vascos Saasita, un habitant de Goma, ce sommet doit être plus sérieux que les précédents. Il exhorte les participants à être plus réalistes pour trouver la solution aux problèmes sécuritaires de la ville et du territoire de Beni. "Nous sommes habitués aux fantaisies, à ces dialogues qui n'ont abouti à rien et qui n'ont produit aucun effet. Nous demandons qu'avant le mini-sommet la situation ne soit pas la même qu'après le mini-sommet. On doit parler de la situation de Beni, ce sont les ADF qui tuent les civils et nous savons d'où ils sont venus. Donc aborder cette question, en établissant les responsabilités, aidera la population congolaise." C'est le même vu qu'a Emmanuel Binyenye. Pour lui, seule la bonne volonté des parties prenantes au sommet peut permettre de trouver des solutions aux problèmes sécuritaires car, selon lui, les chefs d'Etat des pays voisins sont impliqués dans la déstabilisation du pays. "Après ce mini-sommet, si tous ces présidents en ont la volonté, ils peuvent mettre fin aux problèmes sécuritaires. Ce qui se passe en RDC, c'est la complicité de tous ces pays voisins. Parfois des groupes armés étrangers font des incursions sur le sol congolais. Je pense qu'après ce sommet, il y a une volonté de tous ces chefs d'Etat qui vont y participer, on trouvera une paix durable." La restauration de la paix : un impératif Du côté civil du Nord-Kivu, c'est la même attente, celle de restaurer la paix tout en proposant aux chefs d'Etat de chercher des stratégies pour traquer tous les groupes armés. La société civile attend également l'extradition de Jammal Mukulu, l'un des chefs des ADF qui se trouve en Ouganda. C'est ce qu'explique John Banyene. "Nous sommes victimes des groupes rebelles dans l'est de la RDC. Nous croyons qu'avec ce sommet, les chefs d'Etat trouveront des solutions idoines pour traquer tous ces groupes rebelles. Nous attendons aussi l'extradition de Jammal Mukulu le chef des ADF. Nous pensons qu'il doit être jugé dans le pays où il a commis des exactions." Durant son séjour dans le chef-lieu de la province du Nord-Kivu, le président Félix Tshisekedi a échangé aujourd'hui avec les représentants locaux pour trouver des solutions susceptibles de mettre un terme à l'insécurité caractérisée par les massacres de civils.